

| Cat. | Code | Benaming en verpakkingen Dénomination et conditionnements | Opm. Obs. | Prijs Prix | Basis van tegemeetk. Base de rembours. | I | II |
|----------------|----------|--|--------------|---------------|---|------|------|
| § 161 A-27 | 1537-240 | MERCK-TAMOXIFEN Merck compr. 60 x 20 mg | G | 45,09 | 45,09 | 0,00 | 0,00 |
| § 195 B-249 | 0763-995 | MERCK-OXYBUTYNINE HCL 5 mg Merck * pr. compr. 1 x 5 mg | G | 0,0598 | 0,0598 | | |
| | 0763-995 | ** pr. compr. 1 x 5 mg | G | 0,0491 | 0,0491 | | |

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*, à l'exception des dispositions de l'article 1^{er}, 1^o en ce qui concerne la spécialité CETIRIZINE-UCB qui entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 2003.

F. VANDENBROUCKE

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* met uitzondering van de bepalingen van artikel 1, 1^o-1), wat betreft de specialiteit CETIRIZINE-UCB die in werking treden op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 11 april 2003.

F. VANDENBROUCKE

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1502

[C — 2003/29045]

**22 NOVEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 87;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 mars 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 13 mars 2002;

Vu le protocole du 28 mars 2002 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 25 avril 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.347/2 du Conseil d'Etat, donné le 3 juillet 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Après délibération,

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique;

Arrête :

Article 1^{er}. Définitions :

a) Formation : par formation, on entend les unités de formation de régime 1, les formations courtes et sections de régime 2;

b) Périodes de la formation : périodes mentionnées dans le dossier pédagogique de la formation;

c) Périodes prévues : périodes déclarées par l'établissement pour l'année civile et le cours considérés;

d) Périodes réelles : périodes déclarées et réellement utilisées, pour une formation ou pour l'expertise pédagogique et technique, par un établissement en fonction notamment des groupes organisés;

e) Cas généraux : sont réputées cas généraux les périodes consacrées aux cours prévus au dossier pédagogique de la formation à l'exception de la part d'autonomie et des périodes consacrées à l'encadrement;

f) Cas particuliers : sont réputées cas particuliers les périodes consacrées à l'encadrement, aux parts supplémentaires, au conseil des études et à l'expertise pédagogique et technique;

g) Augmentations de la dotation d'un établissement : on entend par augmentations de la dotation d'un établissement les moyens supplémentaires ponctuels accordés à l'établissement et ne provenant pas du mécanisme d'ajustement de dotation périodes de l'établissement et utilisés pour l'organisation de cours, à l'exception des périodes visées à l'article 27 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

h) Dotation de référence : dotation octroyée à l'établissement pour l'année qui précède l'année pour laquelle le calcul de la dotation est effectué.

Art. 2. – Interviennent dans le calcul de la dotation attribuée pour une année civile les formations dont le fonctionnement, total ou partiel, a été effectif durant l'avant-dernière année civile qui précède cette année civile.

Sont pris en compte pour l'ajustement de la dotation de périodes d'une année civile, les cours et les activités pédagogiques pour lesquels les documents administratifs utiles au calcul de l'ajustement, dont le modèle figure en annexe, sont parvenus à l'Administration de l'enseignement de promotion sociale dans un délai de 35 jours calendrier à compter de la date du premier dixième de l'organisation de la formation dans le cadre de laquelle ces cours et ces activités pédagogiques sont organisés.

Ce délai est porté à 35 jours à compter de la date d'émission des documents visés à l'alinéa 2, lorsque cette date est postérieure à la date du premier dixième visée à l'alinéa 2.

Art. 3. Pour établir la dotation de périodes d'un établissement, il est tenu compte :

1° du rapport entre le nombre total de périodes-élèves pondérées de l'avant-dernière année civile visée à l'article 2 générées par les périodes de la dotation de l'établissement, et le nombre total de périodes-élèves pondérées de référence. Cette pondération est calculée sur base de :

a. un coefficient pédagogique dont la valeur est :

i. 1 pour les cours généraux, les cours techniques industriels et non-industriels, les cours spéciaux; les cours de psychopédagogie et méthodologie;

ii. 1,6 pour les cours généraux de remise à niveau et de méthodologie spéciale, les cours techniques de méthodologie spéciale, et de travaux de laboratoire industriels et non-industriels, les cours de pratique professionnelle non industrielle, les cours techniques et de pratique professionnelle, les cours spéciaux de dactylographie;

iii. 2,8 pour les cours de pratique professionnelle à caractère industriel, les cours de pratique professionnelle de nursing;

b. un coefficient de niveau dont la valeur est :

i. 1 pour les cours organisés en périodes B;

ii. 1,25 pour les cours organisés en périodes A;

iii. 1,5 pour les cours organisés en périodes C;

iv. 1,8 pour les cours organisés en périodes D;

2° d'un intervalle de neutralisation d'évolution de + 8 % et - 8 %;

3° de la dotation globale disponible;

4° du coefficient global visé à l'article 87, alinéa 10, du décret du 16 avril 1991 précité;

Art. 4. Les cours considérés dans cet article sont ceux qui sont indiqués dans les dossiers pédagogiques des formations de l'enseignement de promotion sociale.

Le nombre total de périodes-élèves pondérées d'un établissement générées par les périodes de sa dotation s'obtient comme suit :

1° Pour les cas généraux, on calcule, cours par cours, le nombre de périodes-élèves pondérées générées par les périodes prévues par l'établissement au cours de l'avant dernière année civile visée à l'article 2.

2° Pour la part d'autonomie, par formation, on ajoute au nombre visé en 1° le nombre de périodes-élèves pondérées générées par les activités d'enseignement de part d'autonomie de la formation. La part d'autonomie se répartit au prorata des autres cours prévus au dossier pédagogique de la formation considérée.

3° Pour fixer la limitation aux périodes de la dotation de l'établissement, le nombre de périodes-élèves pondérées par formation visé en 2° est réduit en fonction des périodes de cette formation ne provenant pas de la dotation de périodes de l'établissement. Ces périodes-élèves pondérées organiques par formation sont totalisées pour l'ensemble des formations organisées par l'établissement pour l'année civile considérée.

4° Pour les cas particuliers, on ajoute au nombre de périodes-élèves pondérées de l'établissement visé en 3° les périodes-élèves pondérées générées par les périodes réelles organiques consacrées aux cas particuliers. Ces périodes-élèves pondérées sont déterminées sur la base du nombre moyen de périodes-élèves pondérées par période consacrées aux activités d'enseignement à l'exclusion des cas particuliers.

5° Pour effectuer la neutralisation des augmentations de la dotation de l'établissement, on réduit les périodes-élèves pondérées de l'établissement visées en 4° en fonction des augmentations de sa dotation.

6° Pour effectuer les corrections pour dépassements, on réduit les périodes-élèves pondérées de l'établissement après neutralisation des augmentations de la dotation visées en 5° en fonction des périodes que l'établissement a utilisées au-delà de ses périodes utilisables.

Art. 5. § 1^{er}. Sans préjudice de la disposition prévue à l'article 7, l'intervalle de neutralisation d'évolution visé à l'article 3, 2°, détermine l'évolution de la dotation de périodes d'un établissement, par rapport à sa dotation de référence, selon l'une des trois situations suivantes :

1° lorsque, comparées au nombre de périodes-élèves pondérées de référence, les périodes-élèves pondérées d'un établissement se situent dans l'intervalle de neutralisation d'évolution, sa dotation reste égale;

2° lorsque, comparées au nombre de périodes-élèves pondérées de référence, les périodes-élèves pondérées d'un établissement se situent en-deçà de l'intervalle de neutralisation d'évolution, sa dotation est revue à la baisse;

3° lorsque, comparées au nombre de périodes-élèves pondérées de référence, les périodes-élèves pondérées d'un établissement se situent au-delà de l'intervalle de neutralisation d'évolution, sa dotation est revue à la hausse, à condition que le mécanisme prévu au 2° dégage un disponible en périodes de dotation.

§ 2. Pour le calcul des dotations de périodes de l'année 2003, le nombre de périodes-élèves pondérées de référence de l'établissement est le nombre de périodes-élèves pondérées de l'année 2000.

Tant que le nombre de périodes-élèves pondérées calculé pour établir la dotation d'un établissement se situe dans l'intervalle de neutralisation d'évolution, le nombre de périodes-élèves pondérées de référence reste identique.

Quand le nombre de périodes-élèves pondérées calculé pour établir la dotation d'un établissement se situe en dehors de l'intervalle de neutralisation d'évolution, ce nombre devient le nombre de périodes-élèves pondérées de référence pour le calcul de la dotation suivante.

Art. 6. La dotation des établissements visés à l'article 5, § 1^{er}, 2° est réduite d'un nombre de périodes équivalant au quart de cette dotation affecté de la valeur absolue du pourcentage de baisse. Cette valeur absolue est limitée à 50.

Le total des périodes perdues par les établissements visés à l'alinéa 1^{er} est redistribué aux établissements répondant à la situation visée à l'article 5, § 1^{er}, 3°.

Pour chaque établissement, la hausse de dotation est calculée au prorata des périodes-élèves pondérées qu'il a gagnées et du total des périodes-élèves pondérées gagnées par l'ensemble des établissements visés à l'article 5, § 1^{er}, 3°.

Art. 7. La dotation globale disponible pour une année civile est comparée à la dotation globale de l'année civile précédente.

Le pourcentage de variation entre ces deux dotations globales est appliqué à la dotation calculée de chaque établissement.

Art. 8. - Pour l'année 2003, le nombre minimum d'élèves visés à l'article 87, alinéa 3, du décret du 16 avril 1991 précité, est fixé à 1.

Art. 9. L'article 6 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 8 juillet 1993 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 11. La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 novembre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1502

[C — 2003/29045]

22 NOVEMBER 2002. — Besluit van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 maart 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 2002;

Gelet op het protocol van 28 maart 2002 van het Comité van sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, samen vergaderend;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 april 2002 over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens een maand;

Gelet op het advies 33.347/2 van de Raad van State, gegeven op 3 juli 2002, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Na beraadslaging,

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek;

Besluit :

Artikel 1. Definities :

Opleiding : onder opleiding, verstaat men de opleidingseenheden van stelsel 1, de korte opleidingen en afdelingen van stelsel 2;

Opleidingslestijden : lestijden bepaald in het pedagogisch dossier van de opleiding;

Geplande lestijden : lestijden verklaard door de inrichting voor het betrokken kalenderjaar en de betrokken cursussen;

Werkelijke lestijden : de lestijden die voor een opleiding of voor de pedagogische en technische expertise verklaard en werkelijk gebruikt worden door een inrichting, inzonderheid op grond van de georganiseerde groepen;

Algemene gevallen : de lestijden van de cursussen bepaald in het pedagogisch dossier van de opleiding met uitzondering van het deel autonomie en de lestijden voor de omkadering;

Bijzondere gevallen : de lestijden voor de omkadering, de bijkomende delen, de studieraden en de pedagogische en technische expertise;

Vermeerderingen van de dotatie van een inrichting : onder vermeerderingen van de dotatie van een inrichting verstaat men de welbepaalde bijkomende middelen voor de inrichting, die niet voortvloeien uit het mechanisme voor de aanpassing van de lestijdendotatie van de inrichting en gebruikt worden voor de organisatie van cursussen, met uitzondering van de lestijden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

Referentiedotatie : dotatie toegekend aan de inrichting voor het jaar dat aan het jaar voorafgaat waarvoor de dotatieberekening wordt uitgevoerd.

Art. 2. Voor de berekening van de voor een kalenderjaar toegekende dotatie wordt er rekening gehouden met de opleidingen waarvan de gehele of gedeeltelijke werking effectief geweest is gedurende het voorlaatste kalenderjaar dat aan dit kalenderjaar voorafgaat.

Voor de aanpassing van de lestijdendotatie van een kalenderjaar worden de cursussen en pedagogische activiteiten in acht genomen waarvan de administratieve documenten, die nuttig zijn voor de berekening van de aanpassing, waarvan een model zich in bijlage bevindt, op de Administratie onderwijs voor sociale promotie aangekomen zijn binnen een termijn van 35 kalenderdagen vanaf de datum van de eerste tiende van de organisatie van de opleiding in het kader waarvan deze cursussen en pedagogische activiteiten georganiseerd worden.

Deze termijn wordt verlengd tot 35 dagen vanaf de datum waarop de in lid 2 bedoelde documenten werden overgelegd wanneer deze datum volgt op de datum van de eerste tiende bedoeld in lid 2.

Art. 3. Om de lestijdendotatie van een inrichting vast te stellen, wordt er rekening gehouden met :

1° van de verhouding tussen het totaal aantal gewogen lestijden-leerling van het voorlaatste kalenderjaar bedoeld bij artikel 2 die voortvloeien uit de lestijden van de dotatie van de inrichting en het totaal aantal gewogen referentielestijden-leerling. Deze weging wordt berekend op basis van :

een pedagogisch coëfficiënt waarvan de waarde de volgende is :

1 voor de algemene vakken, de industriële en niet-industriële technische vakken, de speciale vakken; de lessen psychopedagogie en methodologie;

1,6 voor de algemene vakken als bijles of speciale methodologie, de technische vakken van speciale methodologie en van industriële en niet-industriële laboratoriumwerkzaamheden, de vakken niet-industriële beroepspraktijk, de technische vakken en vakken beroepspraktijk, de speciale vakken dactylografie;

2,8 voor de vakken beroepspraktijk van industriële aard, de vakken beroepspraktijk nursing;

een niveaucoëfficiënt waarvan de waarde de volgende is :

1 voor de vakken georganiseerd in B-lestijden;

1,25 voor de vakken georganiseerd in A-lestijden;

1,5 voor de vakken georganiseerd in C-lestijden;

1,8 voor de vakken georganiseerd in D-lestijden;

2° een interval voor de neutralisatie van de evolutie tussen + 8 % en - 8 %;

3° de beschikbare globale dotatie;

4° de globale coëfficiënt bedoeld in artikel 87, lid 10, van voornoemd decreet van 16 april 1991;

Art. 4. De in dit artikel bedoelde vakken zijn deze die vernoemd zijn in de pedagogische dossiers van de opleidingen van het onderwijs voor sociale promotie.

Het totaal aantal gewogen lestijden-leerling van een inrichting die voortvloeien uit de lestijden van haar dotatie wordt als volgt berekend :

1° Voor de algemene gevallen, berekent men, les per les, het aantal gewogen lestijden-leerling die uit de lestijden voortvloeien bepaald bij de inrichting gedurende het voorlaatste kalenderjaar bedoeld bij artikel 2.

2° Voor het autonoom gedeelte, per opleiding, voegt men bij het aantal bedoeld in 1° het aantal lestijden-leerling die voortvloeien uit de onderwijsactiviteiten van het deel opleidingsautonomie. Het deel autonomie wordt verdeeld naar verhouding van de andere cursussen van het pedagogisch dossier van de betrokken opleiding.

3° Om de beperking vast te stellen van de lestijden van de dotatie van de inrichting wordt het aantal gewogen lestijden-leerling per opleiding bedoeld in 2° beperkt in verhouding tot de lestijden van deze opleiding die niet voortvloeien uit de lestijdendotatie van de inrichting. Die gewogen lestijden-leerling, die toegekend worden voor de organisatie van één opleiding, worden samengeteld voor het geheel van de opleidingen georganiseerd door de inrichting voor een bepaald kalenderjaar.

4° Voor de bijzondere gevallen voegt men bij het aantal gewogen lestijden-leerling van de inrichting bedoeld in 3° de gewogen lestijden-leerling die voortvloeien uit de werkelijke organieke lestijden voor de bijzondere gevallen. Deze gewogen lestijden-leerling worden bepaald op basis van het gemiddeld aantal gewogen lestijden-leerling per lestijd voor de onderwijsactiviteiten met uitzondering van de bijzondere gevallen.

5° Om de neutralisatie van de vermeerderingen van de dotatie van de inrichting uit te voeren, worden de gewogen lestijden-leerling van de inrichting bedoeld in 4° op grond van de vermeerderingen van haar dotatie verminderd.

6° Om verbeteringen wegens overschrijding uit te voeren, worden de gewogen lestijden-leerling van de inrichting na neutralisatie van de vermeerderingen van de dotatie bedoeld in 5° verminderd in verhouding tot de lestijden die de inrichting gebruikt heeft boven haar bruikbare lestijden.

Art. 5. § 1. Onverminderd de beschikking bedoeld in artikel 7 bepaalt het evolutie-neutralisatie-interval bedoeld in artikel 3, 2°, de evolutie van de lestijdendotatie van een inrichting, in verhouding tot haar referentiedotatie, volgens een van de volgende drie situaties :

1° wanneer, vergeleken met het aantal gewogen referentie-lestijden-leerling, de gewogen lestijden-leerling van een inrichting zich situeren binnen het evolutie-neutralisatie-interval, blijft haar dotatie onveranderd;

2° wanneer, vergeleken met het aantal gewogen referentielestijden-leerling, de gewogen lestijden-leerling van een inrichting zich situeren beneden het evolutie-neutralisatie-interval, wordt haar dotatie verminderd;

3° wanneer, vergeleken met het aantal gewogen referentie-lestijden-leerling, de gewogen lestijden-leerling van een inrichting zich situeren boven het evolutie-neutralisatie-interval, wordt haar dotatie vermeerderd, op voorwaarde dat het in 2° bedoelde mechanisme een beschikbare dotatieperiode vrijmaakt.

§ 2. Voor de berekening van de lestijdendotaties van het jaar 2003 bedraagt het aantal gewogen referentielestijden-leerling van de inrichting het aantal gewogen lestijden-leerling van het jaar 2000.

Zolang het aantal gewogen lestijden-periodes, dat berekend wordt om de dotatie van een inrichting vast te stellen, zich bevindt binnen het evolutie-neutralisatie-interval bevindt, blijft het aantal gewogen referentielestijden-leerling onveranderd.

Wanneer het aantal gewogen lestijden-leerling, dat berekend is om de dotatie van een inrichting vast te stellen, zich buiten het evolutie-neutralisatie-interval, wordt dit aantal het aantal gewogen referentielestijden-leerling voor de berekening van de volgende dotatie.

Art. 6. De dotatie van de inrichtingen bedoeld in artikel 5, § 1, 2°, wordt verminderd met het aantal lestijden dat overeenstemt met het aangevende vierde van deze dotatie van de absolute waarde van het verminderingspercentage. Deze absolute waarde wordt beperkt tot 50.

Het totaal van de lestijden verloren door de inrichtingen bedoeld in lid 1 wordt herverdeeld onder de inrichtingen die zich in een van de in artikel 5, § 1, 3° bedoelde gevallen bevinden.

Voor elke inrichting wordt de dotatieverhoging berekend naar evenredigheid van de gewogen lestijden-leerling die zij verkregen heeft en van het totaal van de gewogen lestijden-leerling verkregen door het geheel inrichtingen bedoeld in artikel 5, § 1, 3°.

Art. 7. De globale dotatie beschikbaar voor een kalenderjaar wordt vergeleken met de globale dotatie van het vorig kalenderjaar.

Het percentage variatie tussen deze twee globale dotaties wordt toegepast op de berekende dotatie van elke inrichting.

Art. 8. Voor het jaar 2003 wordt het minimaal aantal leerlingen bedoeld in artikel 87, lid 3, van voornoemd decreet van 16 april 1991, vastgesteld op 1.

Art. 9. Artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1993 tot vaststelling van de wijze van erkenning van de bekwaamheid verworven buiten het onderwijs voor sociale promotie van stelsel I wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 11. De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 november 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2003 — 1503

[C — 2003/33007]

19. DEZEMBER 2002 — Erlass der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Einrichtung einer pädagogischen Ausbildung als Vorbereitung zur Erlangung des pädagogischen Befähigungsnachweises

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Auf Grund des Gesetzes vom 22. Juni 1964 über das Statut der Personalmitglieder des staatlichen Unterrichtswesens, abgeändert durch die Gesetze vom 31. März 1967, 6. Juli 1970, 27. Juli 1971, 11. Juli 1973, 19. Dezember 1974, 18. Februar 1977, 2. Juli 1981, den Königlichen Erlass Nr. 296 vom 31. März 1984, den Königlichen Erlass Nr. 456 vom 10. September 1986 und das Dekret vom 17. Februar 1992;

Auf Grund des Königlichen Erlasses vom 22. März 1969 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des Direktions- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals und des paramedizinischen Personals der Einrichtungen des staatlichen Vor-, Primar-, Sonder- und Mittelschulwesens, des technischen Unterrichts, des Kunstunterrichts und des Normalschulwesens und der von diesen Einrichtungen abhängenden Internate sowie der Personalmitglieder des mit der Aufsicht über diese Einrichtungen beauftragten Inspektionsdienstes, wie er abgeändert wurde;

Auf Grund des Königlichen Erlasses vom 22. April 1969 zur Festlegung der erforderlichen Befähigungsnachweise der Mitglieder des Direktions- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals und des paramedizinischen Personals der Einrichtungen des staatlichen Vor-, Primar-, Sonder- und Mittelschulwesens, des technischen Unterrichts, des Kunstunterrichts und des Normalschulwesens und der von diesen Einrichtungen abhängenden Internate, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 22. Mai 1970, 3. Juni 1976, 1. April 1977, 21. Oktober 1980, den Erlass der Regierung vom 4. Juni 1998, das Programmdekret vom 29. Juni 1998 und den Erlass der Regierung vom 31. August 2000, insbesondere Artikel 16;

Auf Grund des Protokolls Nr. S8/2002 vom 13. Dezember 2002 des Sektorenausschusses XIX der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Auf Grund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 29. Oktober 2002;

Auf Grund des Einverständnisses des Minister-Präsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 13. Dezember 2002;

Auf Grund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, insbesondere Artikel 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Auf Grund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Tatsache, dass ein Kandidat, der sich auf die Prüfungen zum Erhalt des pädagogischen Befähigungsnachweises vorbereitet, weitreichende Freistellungen erhalten kann, wenn er die Vorbereitungskurse erfolgreich absolviert hat, dass Prüfungen zum Erhalt des pädagogischen Befähigungsnachweises in Kürze ausgeschrieben werden, dass die Vorbereitungskurse juristisch abgesichert sein müssen, damit die Freistellungen effektiv gewährt werden können und dass die Einrichtung von Vorbereitungskursen deshalb keinen weiteren Aufschub duldet;

Auf Vorschlag des für das Unterrichtswesen zuständigen Ministers,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Es wird eine pädagogische Ausbildung eingerichtet, die es den Teilnehmern ermöglicht, sich auf die Prüfungen zum Erhalt des pädagogischen Befähigungsnachweises vorzubereiten.

Art. 2 - Diese Ausbildung wird in modularer Form organisiert und umfasst mindestens 76 Stunden im theoretischen Teil.

Art. 3 - Im Anschluss an den theoretischen Teil finden Hospitationen und Unterrichtspraxis statt.